

LE RENDEZ-VOUS DU LUNDI

CHAQUE LUNDI, RETROUVEZ NOTRE POINT HEBDOMADAIRE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ET L'ACTUALITÉ



UN ÉTÉ SOUS LES LIQUIDITÉS

Lundi 31 mai 2021

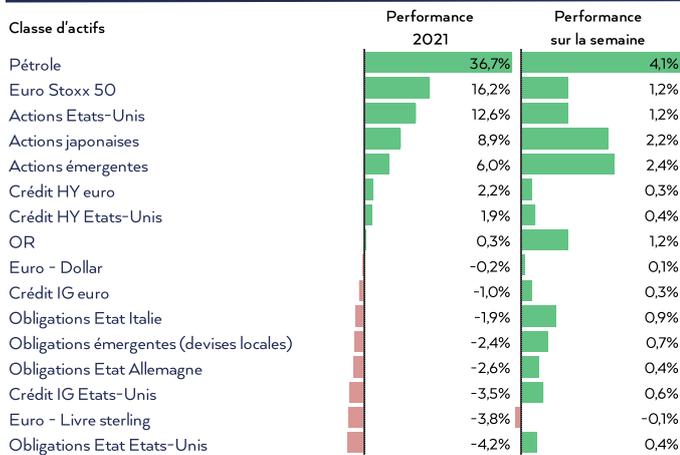
Ça y est ! Après presque un an de tergiversations, les 27 pays de l'Union Européenne ont enfin ratifié, au niveau national, le plan de relance européen initié par les chefs d'Etats en juillet 2020, après quatre jours de négociations, pour lutter contre la crise de la Covid-19. Durant cette période, les risques de sortie de route ont été nombreux : élections législatives non prévues aux Pays-Bas, recours auprès de la Cour constitutionnelle en Allemagne, vote du plan à la majorité des deux tiers en Finlande... Finalement, la semaine dernière, la Pologne et la Hongrie, historiquement opposées à la conditionnalité des aides au respect de l'Etat de droit, et l'Autriche « frugale », réticente à la notion de dette commune, ont enfin validé le plan. Cette étape cruciale ouvre maintenant la voie à la Commission Européenne pour venir émettre de la dette commune, probablement d'ici quelques semaines, pour permettre les premiers versements dès le mois de juillet, même si le délai paraît court.

Pour rappel, sur les 750 milliards d'euros du plan de relance, 390 milliards seront distribués sous forme de subventions aux Etats dont 70% sur les deux premières années en fonction de leur population, de leur produit intérieur brut par habitant et de leur taux de chômage sur la période 2015-2019. Les 30% restants seront eux versés en 2023 et la clé de répartition entre les Etats prendra également en compte la baisse du PIB sur la période 2020-2021. Selon les estimations, l'Espagne et l'Italie se partageraient la part du lion avec près de 70 milliards suivis par la France avec environ 40 milliards. Néanmoins, afin de pouvoir bénéficier de ces fonds, les plans de relance de chaque Etat devront suivre les lignes directrices fixées par la Commission Européenne pour être validés et comprendre notamment un minimum de 37% d'investissements dans la transition écologique et 20% dans la transition numérique.

Aux Etats-Unis, le chemin vers un compromis sur le plan d'infrastructures voulu par Joe Biden suit son cours. Les démocrates ont déjà revu à la baisse leur ambition de 600 milliards de dollars pour ramener le montant du plan à 1 700 milliards quand les républicains proposent désormais près de 1 000 milliards (au lieu de 568 milliards initialement). Les points de convergence sur l'utilisation des fonds sont nombreux (modernisation des routes et des réseaux d'eau, accès à Internet, ...) et visent, pour certains, le maintien de l'hégémonie américaine face à la Chine. Cependant, les divergences demeurent sur le financement de ce plan, les républicains étant viscéralement opposés à toute hausse d'impôts. Nul doute néanmoins qu'un compromis sera trouvé dans les prochains mois. D'ici là, le consommateur américain continuera d'être le principal moteur de la reprise économique même s'il semble encore très dépendant des aides gouvernementales comme le montre la baisse du revenu disponible en avril (-13.1%) du fait de subsides moindres, qui impacte directement la consommation avec une hausse de seulement 0.5% sur le mois (après 4.7% en mars).

En attendant la mise en place de ces relais budgétaires, la Fed et la BCE devraient encore temporiser jusqu'à la rentrée de septembre avant d'entamer un quelconque resserrement monétaire, permettant un été encore baigné par les liquidités.

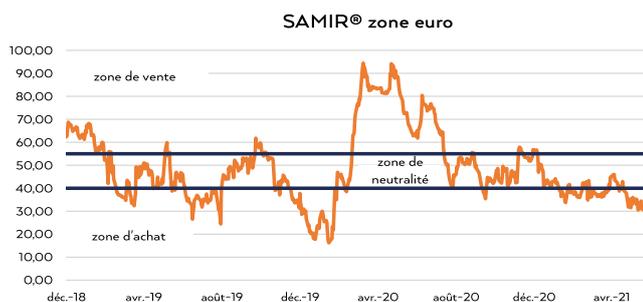
PERFORMANCE DES MARCHÉS EN 2021



NOS VUES DE MARCHÉS

		Très Négatif	Négatif	Neutre	Positif	Très Positif
Actions	S&P 500					
	Euro Stoxx 50					
	EM Asie Latam					
Obligations	Taux cœurs					
	Taux périphériques					
	Obligations High Yield					
	Obligations sub. Financières					
Devises	EM Asie Latam					
	Euro - Dollar					
Matières premières	Euro - Livre sterling					
	Pétrole					
	Or					

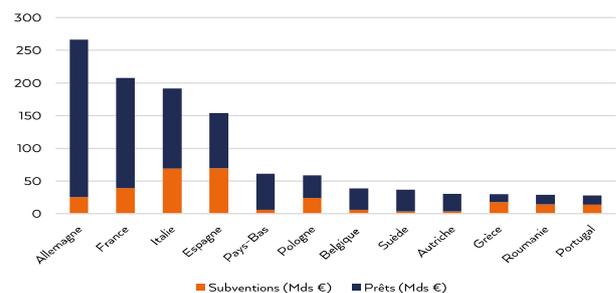
NOTRE INDICATEUR DE RISQUE : ACHAT



Sources : Auris Gestion, Bloomberg, Commission Européenne

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Plan de relance européen : le montant maximum des prêts et subventions



■ Subventions (Mds €) ■ Prêts (Mds €)